

BAROMÈTRE NATIONAL 2026

Les Français et l'accès aux soins

Renoncement, délais, reste à charge et intelligence artificielle : l'état des lieux de l'accès aux soins en France.

UNE ÉTUDE RÉALISÉE POUR



Prenons soin d'innover
pour nos territoires

Le Journal des
DÉPARTEMENTS
LE MENSUEL DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE 

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 30 JUIN 2026, 6 H 00

Sommaire

Ce baromètre présente les résultats d'une enquête nationale menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française, sur l'accès aux soins et la place de l'intelligence artificielle en santé.

REPÈRES

1 000

répondants

20

questions

4

thématiques

Méthodologie et fiche technique	03
Les 15 chiffres clés	04
Section 01 · Le vécu concret des Français	05
Section 02 · Les attentes et les solutions	14
Section 03 · IA et numérique en santé	20
Section 04 · La médecine à l'horizon 2035	26
Synthèse et perspectives	29

Fiche technique

Commanditaires	e-Meuse santé et le Journal des Départements
Réalisation	Institut Quorum, institut d'études et d'analyse de l'opinion
Champ	Population résidant en France, âgée de 18 ans et plus
Échantillon	1 000 personnes, constituant un échantillon national représentatif
Méthode	Méthode des quotas : sexe, âge, profession (CSP), région et catégorie d'agglomération
Mode de recueil	Questionnaire auto-administré en ligne (CAWI)
Dates de terrain	Du 25 mai au 17 juin 2026
Questionnaire	20 questions réparties en 4 thématiques

MARGE D'ERREUR

Pour un échantillon de 1 000 personnes, l'intervalle de confiance à 95 % varie selon le pourcentage observé. Marge maximale : $\pm 3,1$ points.

10 % ou 90 %	$\pm 1,9$ pt
20 % ou 80 %	$\pm 2,5$ pt
30 % ou 70 %	$\pm 2,8$ pt
50 %	$\pm 3,1$ pt

NOTE DE LECTURE

Les résultats sont exprimés en pourcentage de répondants. La mention « Base » précise la population concernée. « Sous-total » regroupe plusieurs modalités. Les totaux peuvent différer de 100 % du fait des arrondis ou des questions à réponses multiples.

Conformité. Étude réalisée dans le respect des règles déontologiques de la profession et du Règlement général sur la protection des données (RGPD). L'enquête ne comporte aucune question d'intention de vote. Toute diffusion publique des résultats doit être accompagnée des mentions de la présente fiche technique.

Les 15 chiffres clés du baromètre

Quinze résultats marquants du Baromètre national 2026 sur l'accès aux soins.

58 %

ont déjà renoncé ou reporté un soin faute de rendez-vous.

64 %

des personnes concernées citent les délais d'attente en première raison.

43 %

évoquent l'absence de médecin à proximité.

43 %

ont déjà renoncé à consulter en raison du coût.

64 %

attendent plus d'un mois pour un rendez-vous chez un spécialiste.

32 %

se sont déjà rendus aux urgences faute de médecin disponible.

61 %

considèrent que l'accès aux soins s'est dégradé près de chez eux.

55 %

jugent le reste à charge difficile ou insupportable.

76 %

favorables à une obligation temporaire d'installation des jeunes médecins.

60 %

font confiance aux collectivités locales pour agir sur l'accès aux soins.

82 %

pensent que l'accès aux soins sera un thème majeur de la présidentielle 2027.

60 %

ont déjà utilisé une IA pour obtenir des informations de santé.

53 %

feraient confiance à une IA pour les orienter dans leur parcours.

63 %

pensent que l'IA permettra d'améliorer l'accès aux soins.

56 %

privilégient un parcours mêlant médecin humain et intelligence artificielle.

01

Le vécu concret des Français

Renoncement, médecin traitant, délais, urgences, reste à charge et perception de l'évolution.

Question 1

Question 2

Question 3

Question 4

Question 5

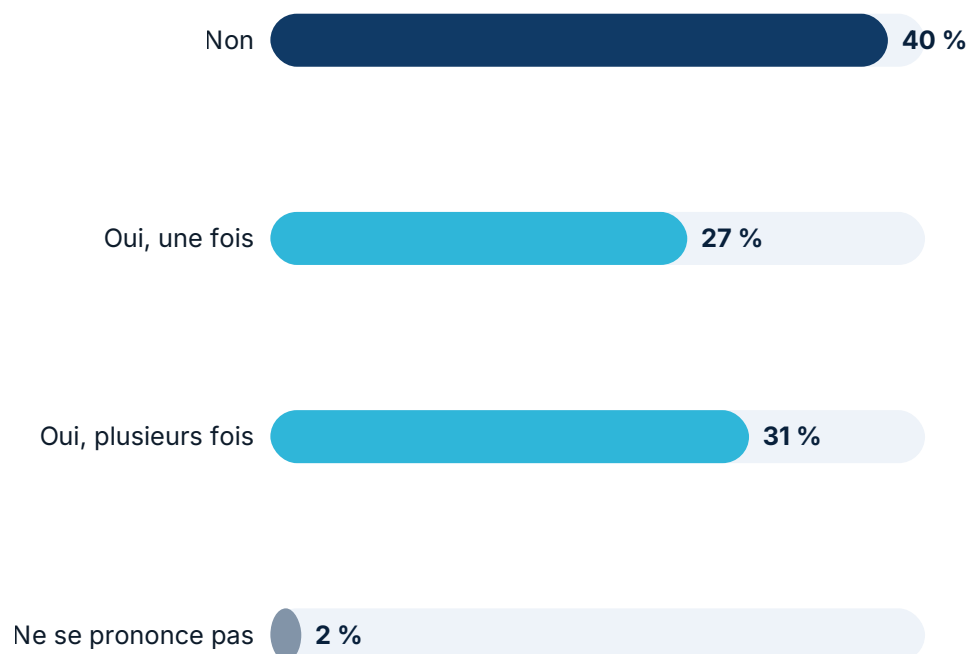
Question 6

Question 7

Question 8

Question 1

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous déjà renoncé ou reporté un soin médical faute de rendez-vous disponible ?



58 %

ont renoncé ou reporté un soin faute de rendez-vous

LECTURE

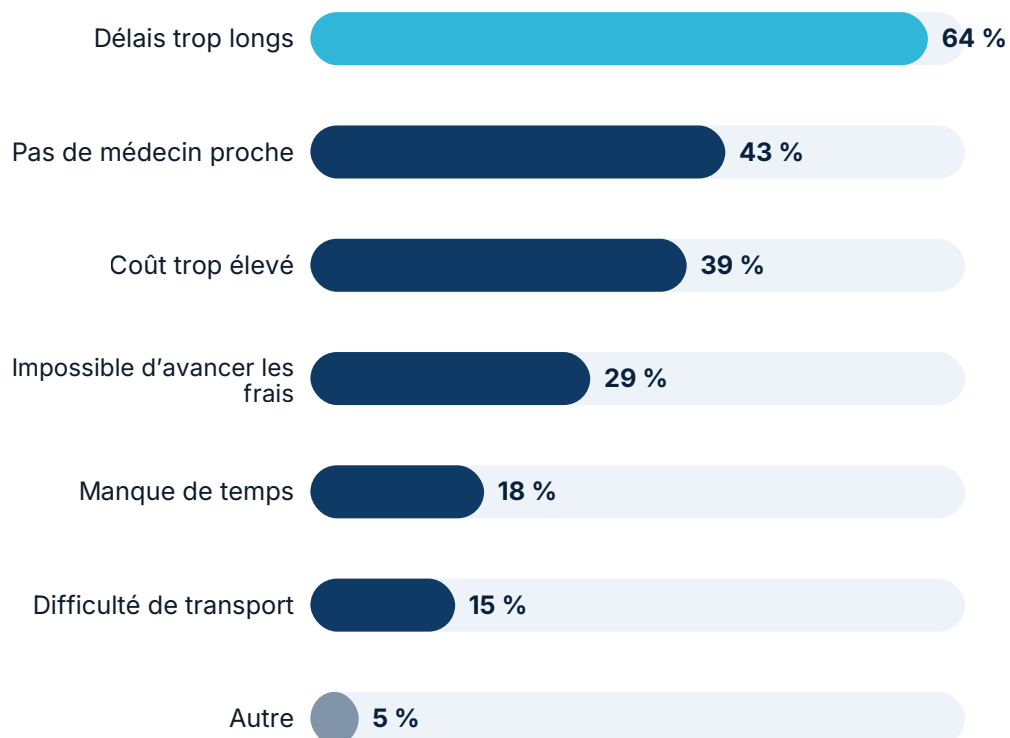
Près de six Français sur dix (58 %) ont renoncé ou reporté un soin faute de rendez-vous disponible au cours des douze derniers mois, dont 31 % à plusieurs reprises. Le renoncement est désormais majoritaire.

Sous-total « Oui, au moins une fois » **58 %**

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 2

Pour quelles raisons principales avez-vous renoncé ou reporté un soin ?



64 %

invoquent des délais trop longs

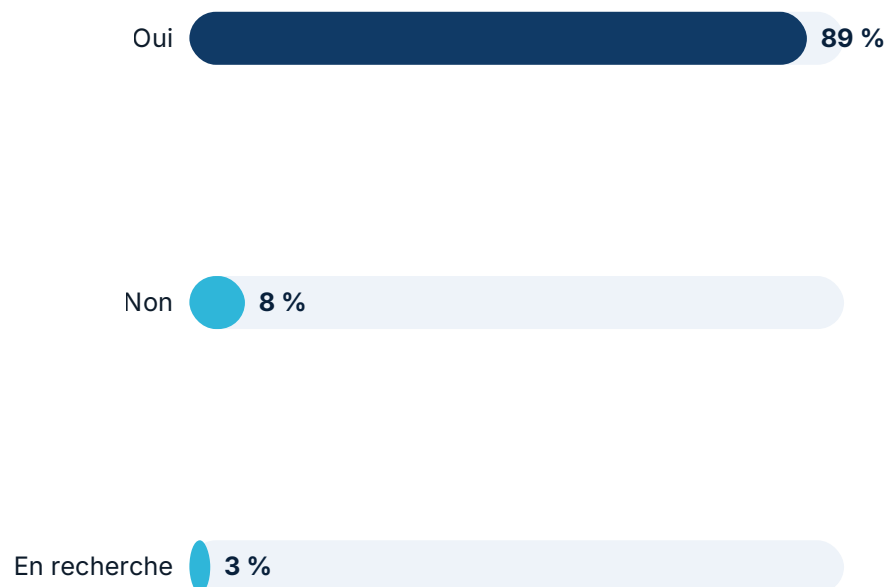
LECTURE

Chez celles et ceux qui ont renoncé, les délais d'attente dominant largement (64 %), devant l'absence de médecin à proximité (43 %) et le coût (39 %). L'accès se heurte d'abord au temps, ensuite à la géographie et au prix.

Base : Personnes ayant renoncé ou reporté un soin. Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100 %.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 3

Disposez-vous aujourd'hui d'un médecin traitant déclaré ?



11 %

sont sans médecin traitant ou en recherche

LECTURE

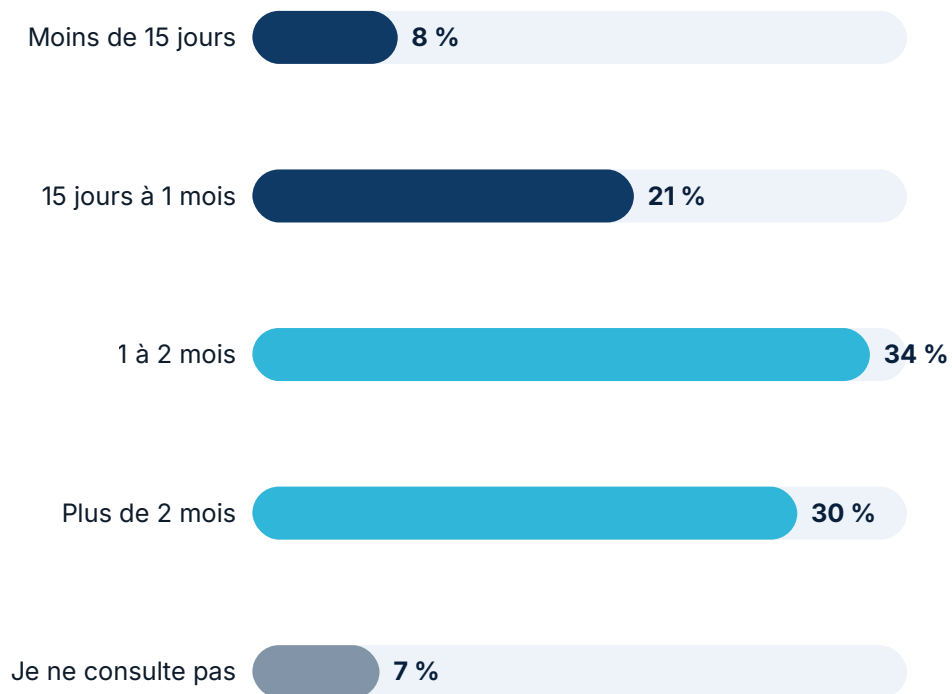
Une large majorité (89 %) dispose d'un médecin traitant déclaré. Mais 11 % en sont dépourvus ou en recherche, une frange directement exposée aux ruptures de parcours de soins.

Sous-total « sans médecin traitant ou en recherche » **11 %**

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 4

Combien de temps vous faut-il en moyenne pour obtenir un rendez-vous chez un spécialiste ?



64 %

attendent plus d'un mois pour un spécialiste

LECTURE

Près de deux Français sur trois (64 %) attendent plus d'un mois pour consulter un spécialiste, dont 30 % au-delà de deux mois. Les délais courts, moins de quinze jours, ne concernent que 8 % des répondants.

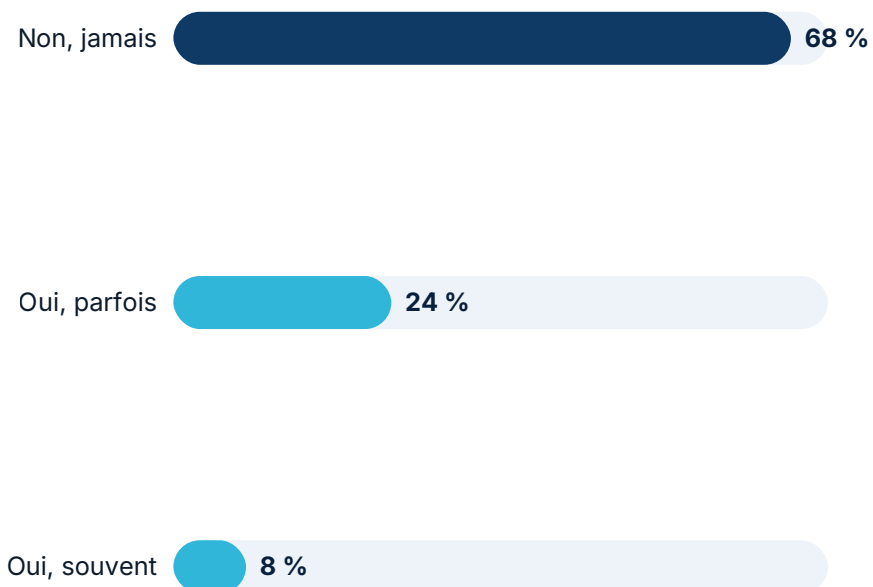
Sous-total « plus d'un mois »

64 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 5

Vous est-il déjà arrivé de vous rendre aux urgences faute de médecin disponible ?



32 %

ont eu recours aux urgences faute de médecin

LECTURE

Près d'un tiers des Français (32 %) se sont déjà rendus aux urgences faute de médecin disponible, dont 8 % souvent. Le recours aux urgences fait office de soupape face aux difficultés d'accès.

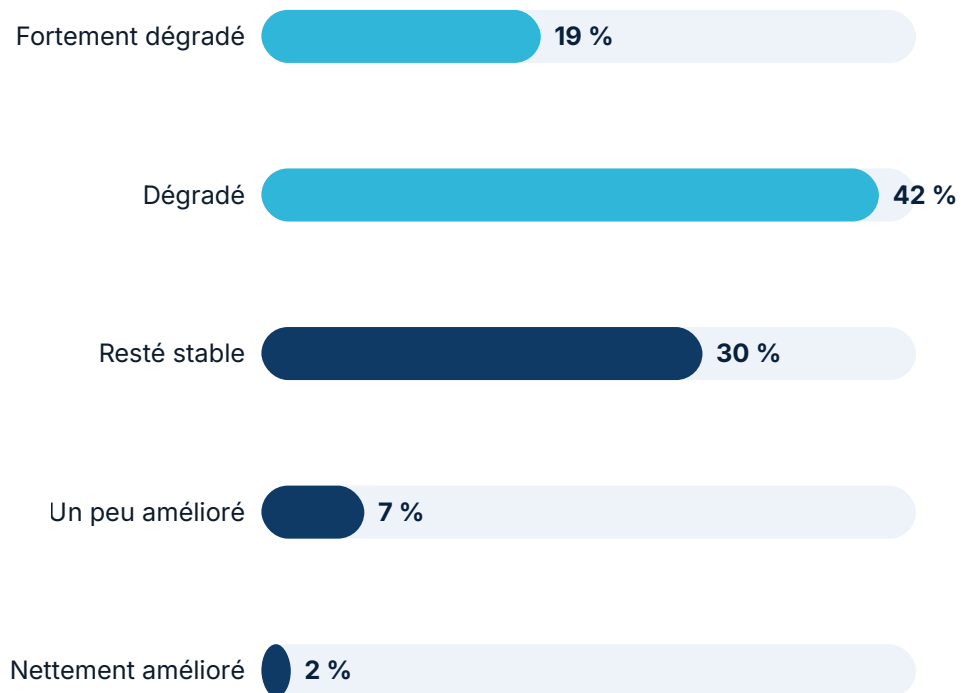
Sous-total « Oui »

32 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 6

Diriez-vous que l'accès aux soins près de chez vous s'est...



61 %

jugent l'accès aux soins dégradé

LECTURE

Six Français sur dix (61 %) estiment que l'accès aux soins près de chez eux s'est dégradé, dont 19 % fortement. Seuls 9 % perçoivent une amélioration.

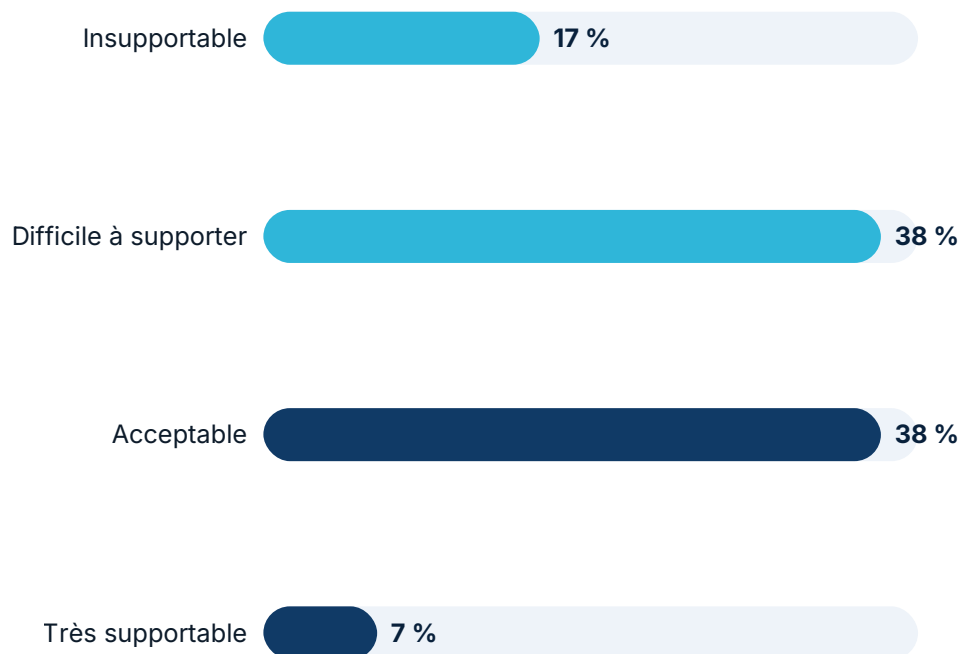
Sous-total « dégradé » **61 %**

Sous-total « amélioré » **9 %**

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 7

Le reste à charge après remboursement vous paraît-il aujourd'hui...



55 %

jugent le reste à charge difficile à supporter

LECTURE

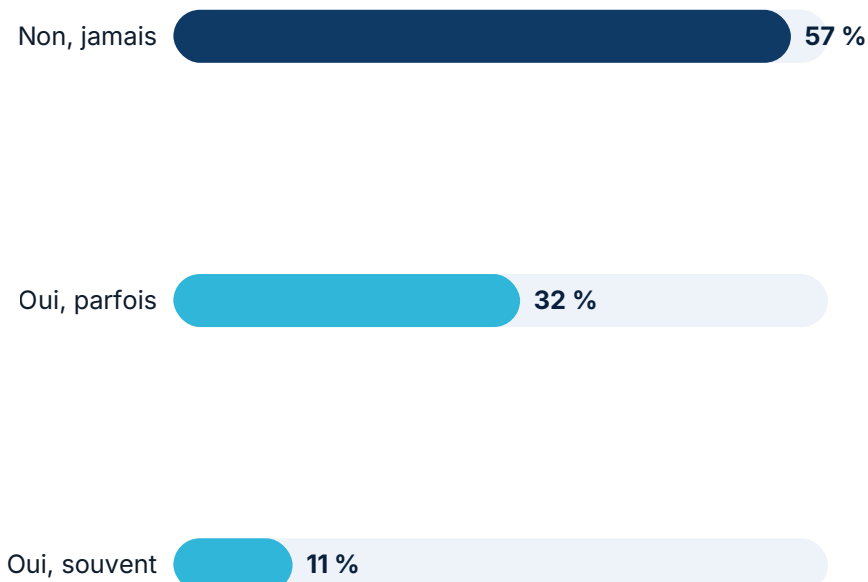
Plus d'un Français sur deux (55 %) juge le reste à charge difficile à supporter, voire insupportable (17 %). La soutenabilité financière des soins est devenue une préoccupation majoritaire.

Sous-total « difficile ou insupportable » **55 %**

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 8

Avez-vous déjà renoncé à consulter à cause du prix ?



43 %

ont déjà renoncé à un soin à cause du prix

LECTURE

43 % des Français ont déjà renoncé à consulter à cause du prix, dont 11 % souvent. Le coût agit comme un second filtre, après les délais.

Sous-total « Oui »

43 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

02

Les attentes et les solutions

Leviers jugés efficaces, régulation de l'installation, confiance et responsabilités.

Question 9

Question 10

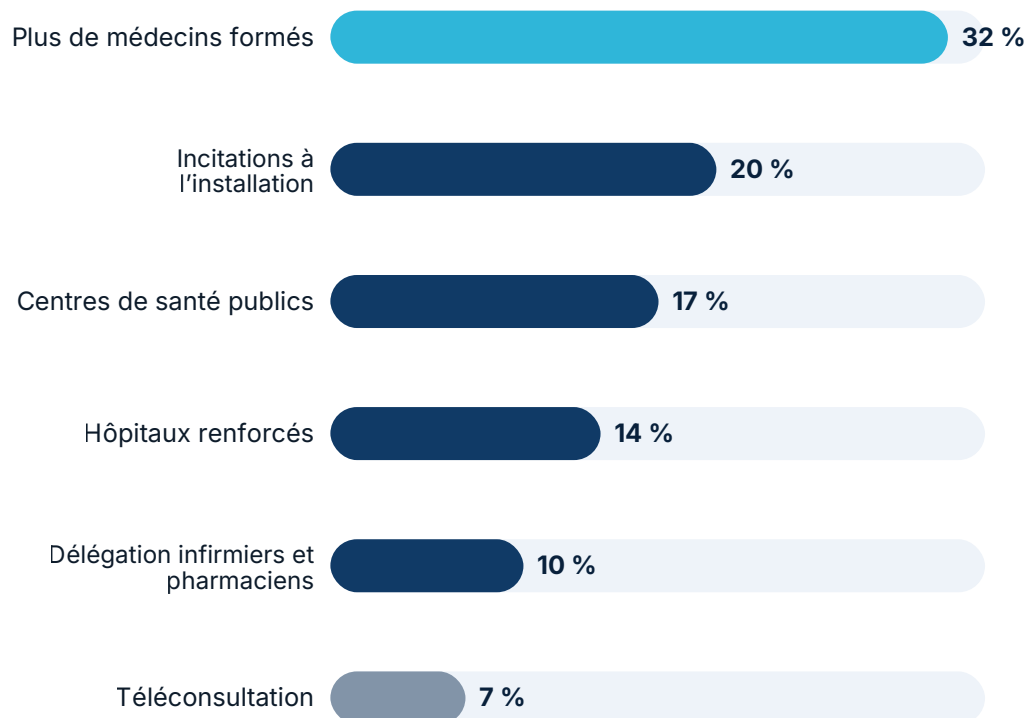
Question 11

Question 12

Question 13

Question 9

Parmi ces solutions, laquelle serait la plus efficace pour améliorer l'accès aux soins ?



32 %

veulent d'abord plus de médecins formés

LECTURE

La formation de davantage de médecins arrive en tête des solutions jugées les plus efficaces (32 %), devant les incitations à l'installation (20 %) et les centres de santé publics (17 %). L'opinion privilégie l'offre médicale avant les outils numériques.

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 10

Seriez-vous favorable à des obligations temporaires d'installation des jeunes médecins dans les zones sous-dotées ?



76 %

favorables à l'obligation d'installation

LECTURE

Plus de trois Français sur quatre (76 %) sont favorables à des obligations temporaires d'installation des jeunes médecins dans les zones sous-dotées, dont 45 % tout à fait. La régulation de l'installation fait figure de consensus.

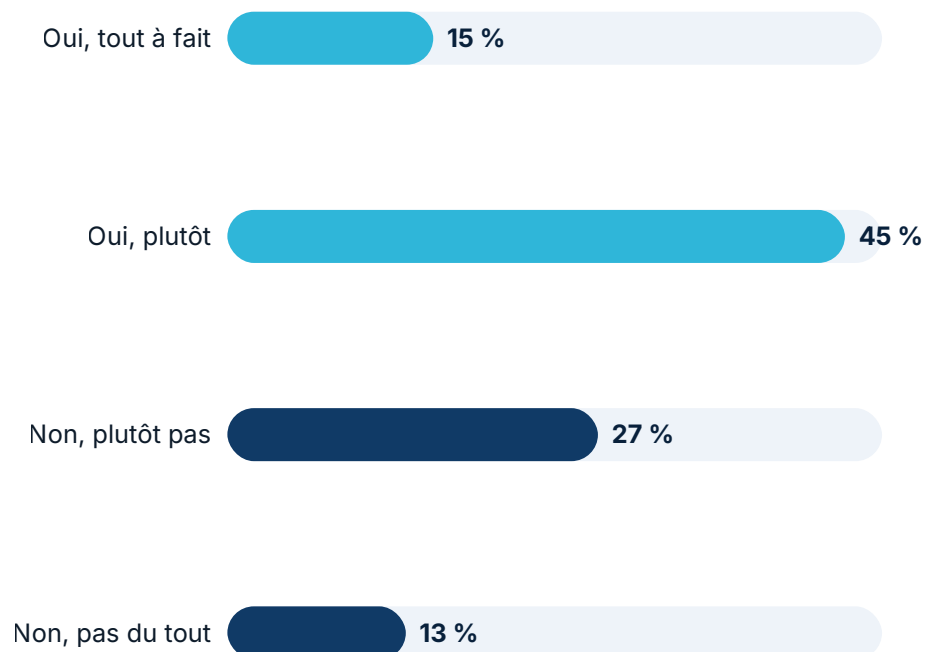
Sous-total « favorable » **76 %**

Sous-total « opposé » **24 %**

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 11

Faites-vous confiance aux collectivités locales (communes, départements, régions) pour agir sur l'accès aux soins ?



60 %

font confiance aux collectivités locales

LECTURE

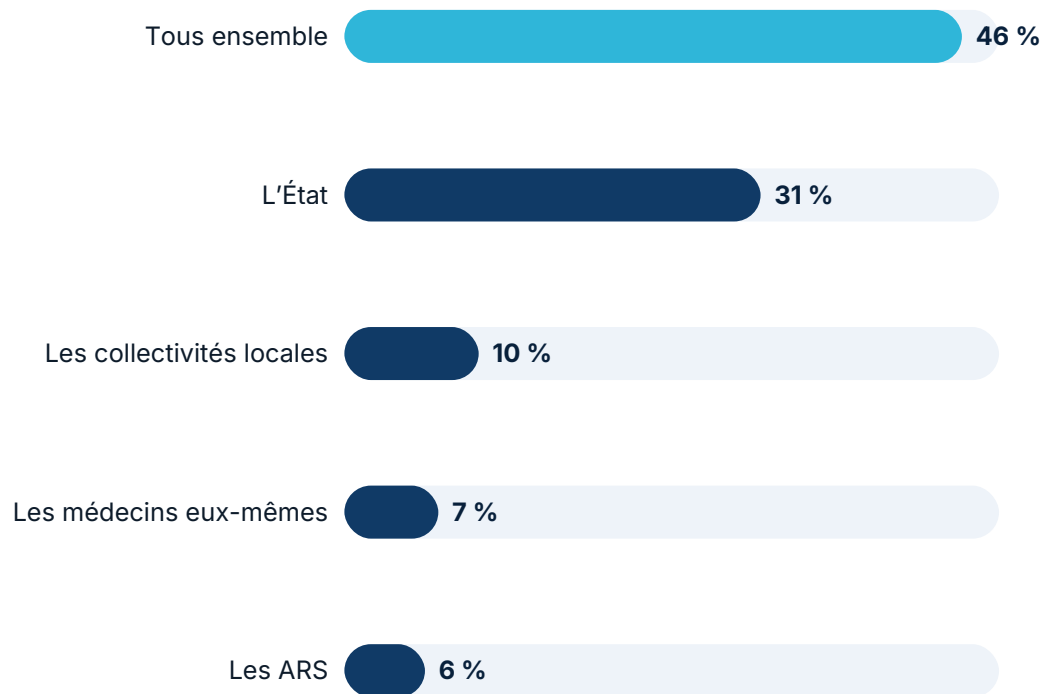
Les collectivités locales bénéficient d'un capital de confiance majoritaire (60 %) pour agir sur l'accès aux soins. Quatre Français sur dix (40 %) restent toutefois sceptiques.

Sous-total « confiance »	60 %
Sous-total « pas confiance »	40 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
 Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 12

Selon vous, qui doit agir en priorité ?



46 %

appellent à agir « tous ensemble »

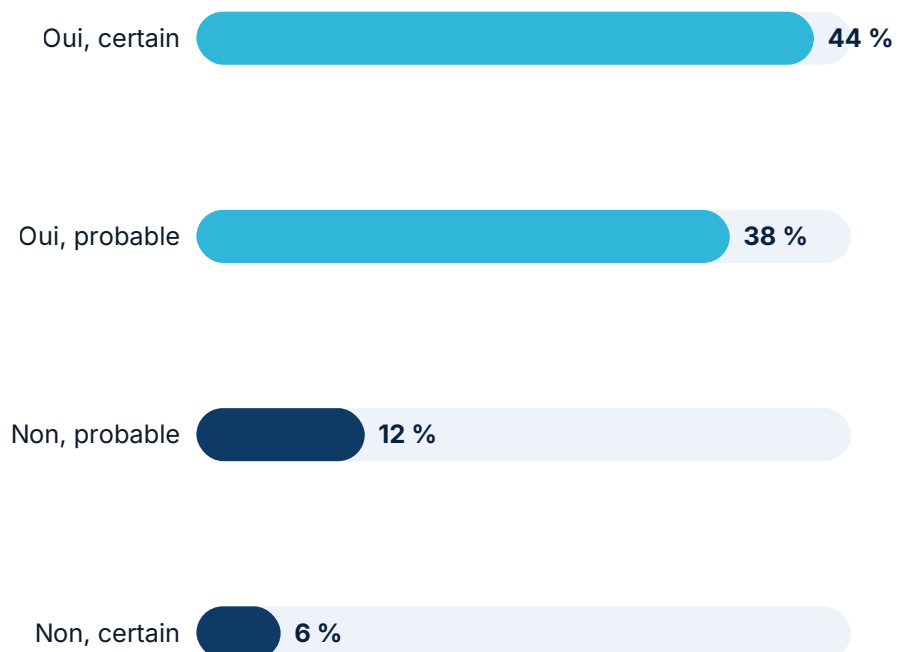
LECTURE

Pour près d'un Français sur deux (46 %), la responsabilité est collective : c'est « tous ensemble » qu'il faut agir. L'État reste le second recours attendu (31 %).

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 13

Pensez-vous que l'accès aux soins sera un thème majeur de la présidentielle 2027 ?



82 %

y voient un thème majeur de 2027

LECTURE

L'accès aux soins s'impose comme un enjeu de la présidentielle 2027 : 82 % pensent qu'il en sera un thème majeur, dont 44 % en sont certains.

Sous-total « Oui »

82 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

03

IA et numérique en santé

Usages de l'IA, confiance, attentes concrètes et craintes.

Question 14

Question 15

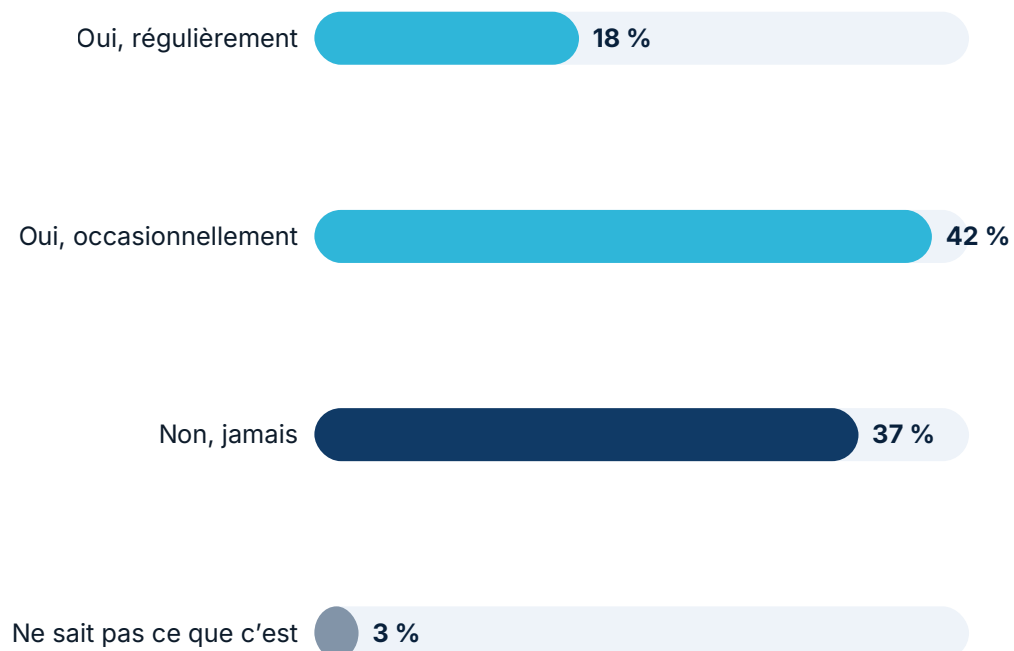
Question 16

Question 17

Question 18

Question 14

Avez-vous déjà utilisé une intelligence artificielle (assistant numérique) pour obtenir des informations de santé ?



60 %

ont déjà utilisé l'IA pour s'informer en santé

LECTURE

L'usage de l'IA pour s'informer en santé s'est banalisé : 60 % déclarent y avoir déjà eu recours, dont 18 % régulièrement. Un peu plus d'un tiers (37 %) ne l'a jamais fait.

Sous-total « a déjà utilisé »

60 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 15

Feriez-vous confiance à une IA pour vous orienter vers le bon professionnel ou le bon parcours de soins ?



53 %

feraient confiance à une IA pour s'orienter

LECTURE

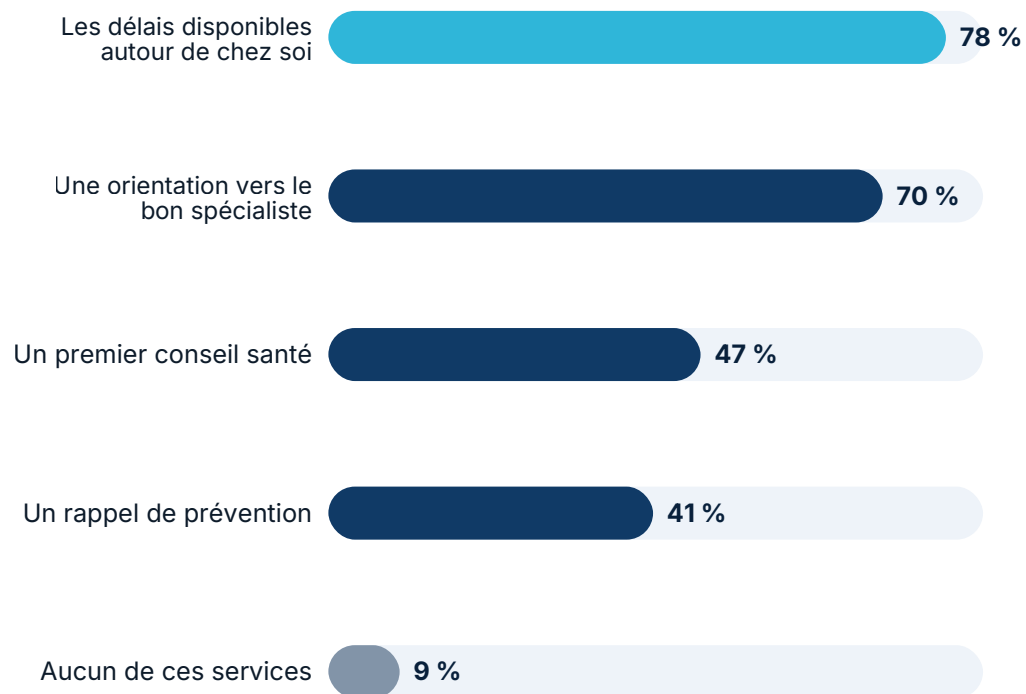
Une courte majorité (53 %) ferait confiance à une IA pour être orientée vers le bon professionnel ou le bon parcours de soins. La défiance reste forte : 47 % se montrent réticents.

Sous-total « confiance »	53 %
Sous-total « pas confiance »	47 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
 Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 16

Seriez-vous favorable à un assistant numérique public permettant d'obtenir rapidement...



78 %

veulent connaître les délais disponibles près de chez eux

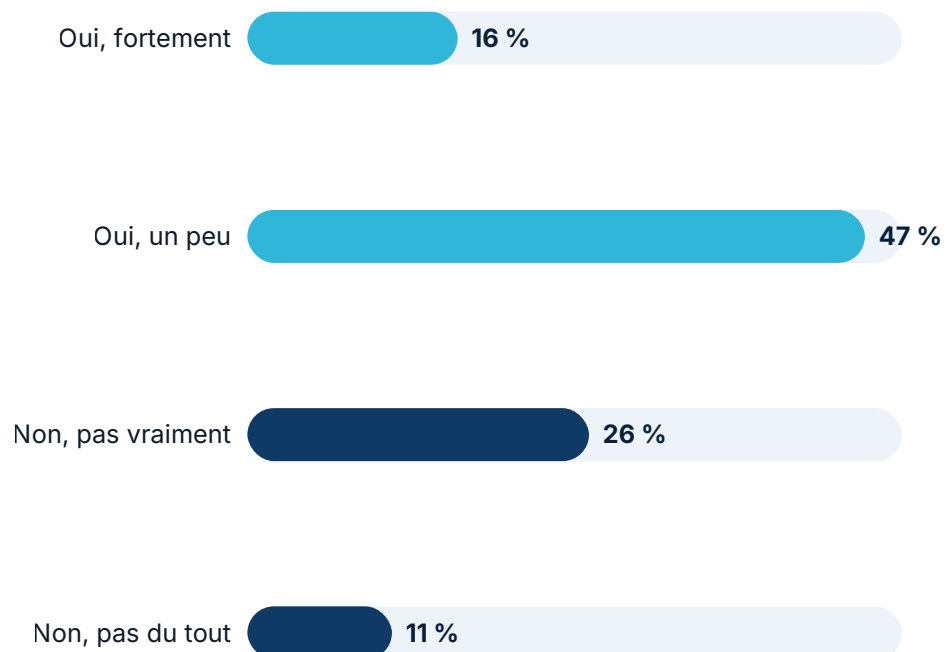
LECTURE

L'attente est d'abord pratique : 78 % plébiscitent l'accès aux délais disponibles près de chez soi, devant l'orientation vers le bon spécialiste (70 %) et un premier conseil santé (47 %). Seuls 9 % ne veulent aucun de ces services.

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants. Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100 %.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 17

Selon vous, l'intelligence artificielle permettra-t-elle d'améliorer l'accès aux soins en France ?



63 %

pensent que l'IA améliorera l'accès aux soins

LECTURE

63 % pensent que l'intelligence artificielle permettra d'améliorer l'accès aux soins, mais le plus souvent « un peu » (47 %) plutôt que « fortement » (16 %). L'optimisme est réel mais mesuré.

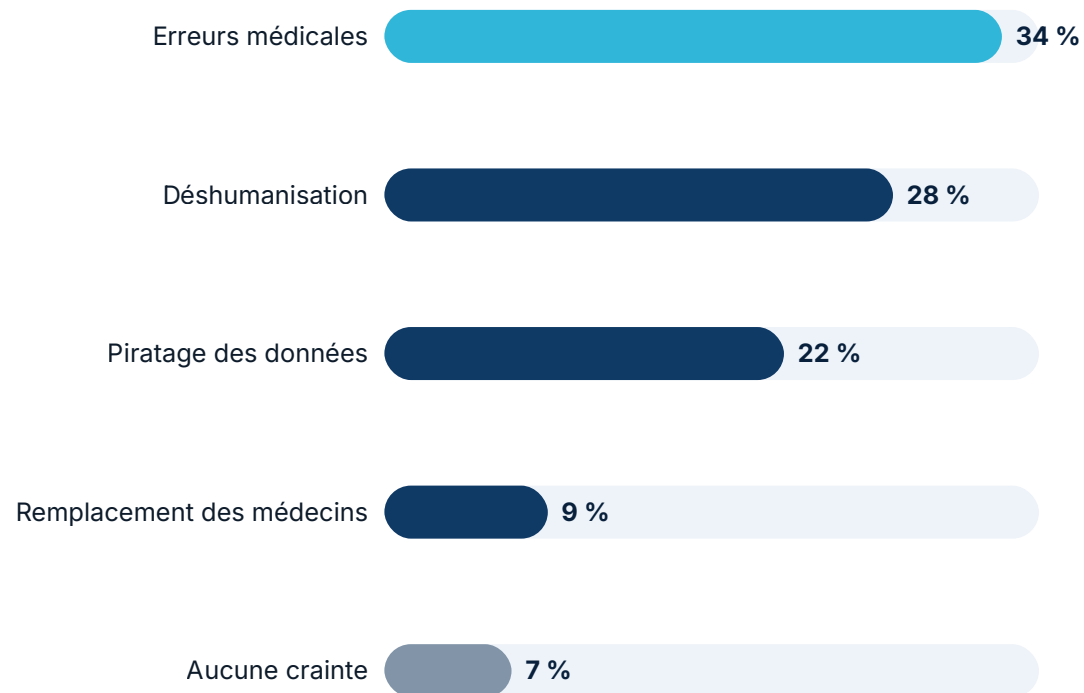
Sous-total « Oui »

63 %

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 18

Quelle crainte principale auriez-vous face à l'IA en santé ?



34 %

redoutent d'abord les erreurs médicales

LECTURE

La première crainte face à l'IA en santé est l'erreur médicale (34 %), devant la déshumanisation de la relation de soin (28 %) et le piratage des données (22 %). Seuls 7 % ne formulent aucune crainte.

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

04

La médecine à l'horizon 2035

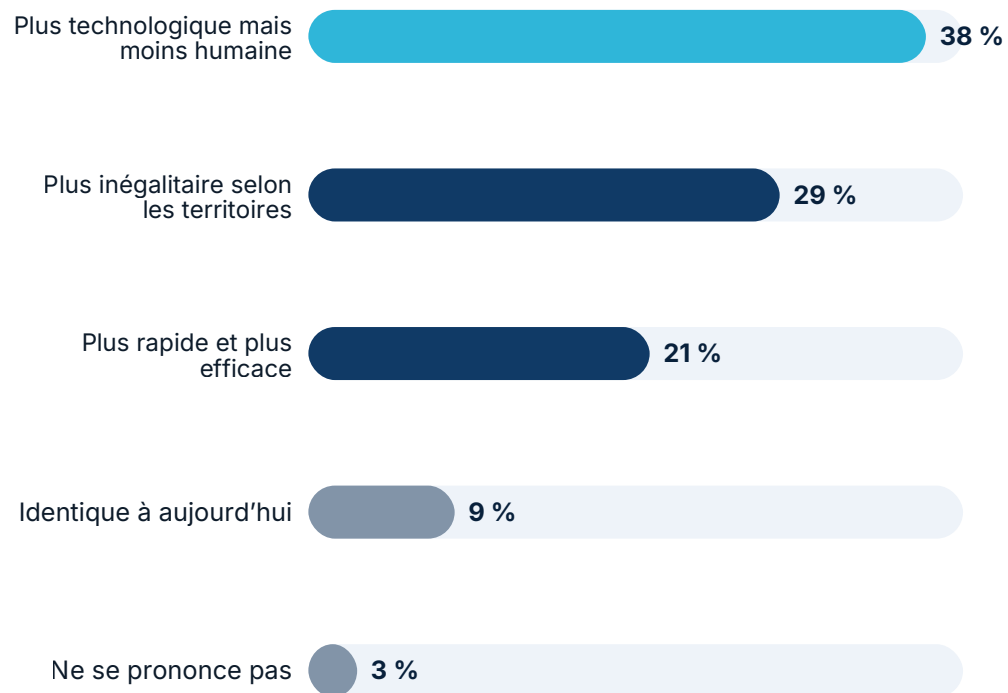
Visions à dix ans et arbitrage entre médecin humain et IA.

Question 19

Question 20

Question 19

Comment imaginez-vous la médecine en France dans dix ans ?



38 %

imaginent une médecine plus technologique mais moins humaine

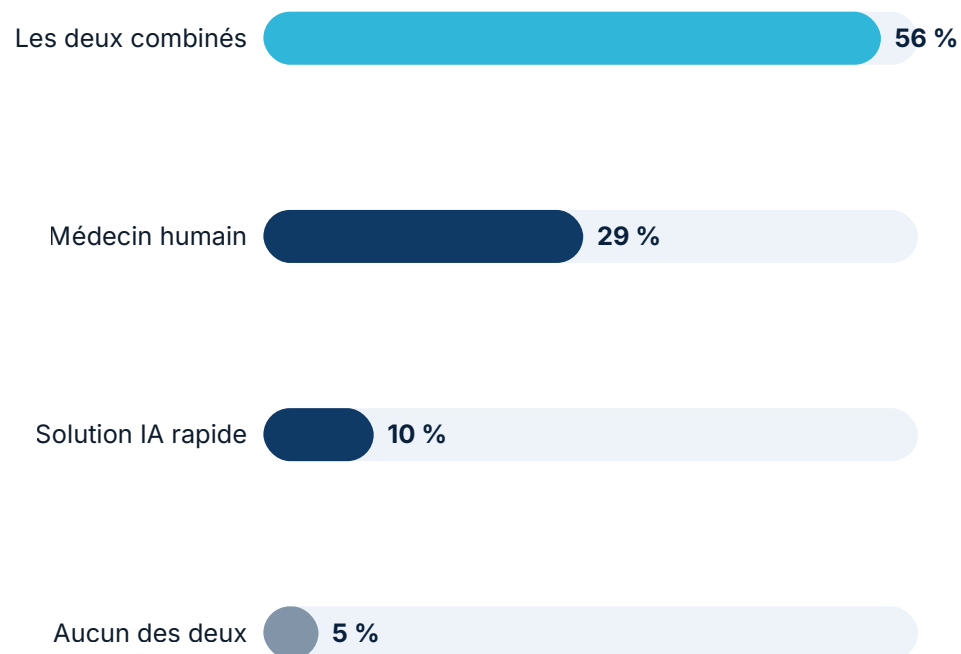
LECTURE

À l'horizon 2035, l'image d'une médecine plus technologique mais moins humaine domine (38 %), devant la crainte d'une médecine plus inégalitaire selon les territoires (29 %). L'attente d'une médecine plus rapide et efficace (21 %) vient ensuite.

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Question 20

Entre un médecin humain disponible dans 3 semaines et une consultation assistée par IA dans l'heure, que choisiriez-vous ?



56 %

veulent « les deux combinés », humain et IA

LECTURE

Mis face au choix, les Français refusent l'alternative : 56 % veulent « les deux combinés ». À défaut, le médecin humain (29 %) l'emporte largement sur la solution IA rapide (10 %).

Base : Ensemble de l'échantillon, 1 000 répondants.
Source : Institut Quorum, Baromètre national 2026.

Ce que les Français nous disent

Un accès aux soins sous tension

Les difficultés d'accès sont désormais majoritairement vécues : 58 % des Français ont renoncé ou reporté un soin faute de rendez-vous, 61 % jugent l'accès dégradé près de chez eux et 64 % attendent plus d'un mois pour un spécialiste. Le recours aux urgences faute de médecin (32 %) et un reste à charge jugé difficile par 55 % complètent un tableau de tension durable.

Une demande forte de régulation et d'action

Face à ce constat, l'opinion attend d'abord davantage de médecins et soutient massivement, à plus de trois sur quatre (76 %), l'obligation temporaire d'installation dans les zones sous-dotées. La responsabilité est jugée collective (46 %), les collectivités locales conservent un capital de confiance (60 %) et l'accès aux soins s'impose comme un thème majeur attendu de l'échéance de 2027 (82 %).

L'IA en santé : un usage installé, une confiance prudente

L'intelligence artificielle est déjà entrée dans les pratiques : 60 % y ont eu recours pour s'informer et 63 % pensent qu'elle améliorera l'accès, le plus souvent « un peu ». Mais les Français refusent l'opposition entre humain et machine : 56 % veulent les deux combinés, et placent l'erreur médicale puis la déshumanisation au premier rang de leurs craintes.

L'ENJEU DE DÉCISION

Réduire les délais et les inégalités territoriales, sécuriser le reste à charge, et intégrer l'IA comme un complément du soin humain, jamais comme un substitut.

TROIS PRIORITÉS PERÇUES

- 1. Plus de médecins, mieux répartis**
- 2. Un reste à charge soutenable**
- 3. Une IA au service du lien humain**

Au cœur de l'opinion publique.



Au cœur de l'opinion publique.

Institut de sondage et d'analyse de l'opinion, spécialisé dans les territoires et l'action publique locale.

UNE ÉTUDE RÉALISÉE POUR



Prenons soin d'innover pour nos territoires

Le Journal des
DÉPARTEMENTS

LE MENSUEL DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE 🇫🇷



FRANCE 2030
TERRITOIRES D'INNOVATION



Haute
Marne
le Département



GIP
objectif
meuse



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

ars

Assurance
Maladie

La Région
Grand Est



Secours
général pour
l'allocation

BANQUE des
TERRITOIRES
Sécurité sociale des territoires



Financé par
l'Union européenne